

Votons pour une Europe
responsable & solidaire
dans le monde !

QUESTIONNAIRE

I- La vision de la solidarité internationale et de la coopération au développement partagée par votre parti politique :

1.1. Quelle vision du développement et de la solidarité internationale votre parti politique partage-t-il ? Quels enjeux revêtent les rapports Nord - Sud pour votre parti politique ?

Le Parti socialiste, au sein du parti socialiste européen, a plaidé pour que les questions de paix, de sécurité et de développement soient intégrées parmi les 6 grandes priorités retenues dans le manifeste du PSE.

Pour les socialistes européens, l'UE doit en effet être à l'avant-garde de l'action pour la paix et le développement social et économique durable dans le monde, conditions premières de la sécurité à laquelle ont droit tous les êtres humains.

Les socialistes français ont toujours porté une forte vision internationaliste, plaidant pour que les politiques de solidarité figurent au cœur des priorités de l'action de l'Union et que les relations Nord-Sud fonctionnent sur un mode partenarial et non paternaliste/

1.2. Quel doit être le rôle de l'Europe dans le monde selon votre parti politique? Plus particulièrement, quel doit être son rôle dans ce contexte international de crise?

Dans le monde actuel, nous sommes tous liés les uns aux autres. Aucun pays ne peut résoudre les problèmes mondiaux en agissant seul. La crise financière et la récession montrent à l'évidence qu'un événement survenu dans une autre région du monde peut avoir des effets dévastateurs chez nous. L'action concertée des Européens est le seul moyen de peser. Le temps est à davantage d'action collective et à davantage d'Europe, quant la droite française veut en réalité limiter l'action européenne, de la même façon que l'extrême gauche.

En effet, si l'Europe est déjà un partenaire actif de la politique mondiale, nous ne devons pas nous en contenter et il nous faut augmenter notre influence et notre poids en unifiant nos positions et en parlant chaque fois que possible d'une seule voix. Le renforcement du rôle du Haut Représentant de l'Union pour la politique extérieure et de sécurité commune y contribuera de façon importante.

Si nous ne savons pas nous rassembler, les Etats européens auront de moins en moins d'influence sur la vie internationale. Les institutions mondiales actuelles, de leur côté, se sont révélées peu adaptées aux nouveaux défis globaux. L'Europe doit donc engager avec force, en partenariat avec la nouvelle Administration démocrate des Etats-Unis, le débat sur une gouvernance mondiale réformée, dans le sens du multilatéralisme et d'une coopération renforcée.

L'UE doit encore élever le niveau de son action pour la résolution des conflits, le maintien de la paix et l'aide humanitaire dans les régions en crise, et développer ses capacités de soutien aux pays éprouvés par les crises économique, civile ou environnementale. Nous devons éliminer les causes profondes des conflits et du terrorisme dans le monde. La politique de développement en faveur des pays pauvres et en développement doit être ciblée, innovatrice et axée sur la participation des individus sur le terrain.

La crise doit être l'occasion d'avancer dans la réforme de la gouvernance mondiale. Nous appuyons la réforme des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité, ainsi que la révision des règles de décision, du mandat et du fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque Mondiale et des banques régionales, et du Fonds Monétaire International. L'attribution des droits de vote au sein du FMI doit ainsi mieux refléter les intérêts des pays en développement, en particulier les plus pauvres.

1.3. Quelle est la position de votre parti quant à l'actuelle politique européenne de coopération au développement ?

L'Union européenne a pris une place croissante dans les politiques de solidarités internationales. Toutefois, le parti socialiste s'est à plusieurs reprises élevé contre certaines dérives qui ont marqué l'action de la majorité conservatrice. La négociation des accords de partenariat économique avec les pays ACP a ainsi échappé au commissaire au développement, et s'est progressivement éloigné de l'objectif initial qui était de permettre à chaque pays en développement de vivre de ses productions, et non de subir des importations subventionnées. Nous nous sommes à de nombreuses reprises opposés à cette faute politique.

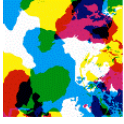


Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

14 Passage Dubail

75010 Paris

Tel. + 33(0)1 44 72 93 72/ sud@coordinationsud.org/ www.coordinationsud.org



Votons pour une Europe
responsable & solidaire
dans le monde !

De manière générale, les procédures d'attribution de l'aide au développement, qu'elle transite par des Etats, des collectivités territoriales ou des ONG, nous semblent trop complexes et donc inadaptées aux Etats les plus pauvres ou à la majorité des organisations de la société civile. Nous plaçons donc pour leur simplification. Nous pensons également qu'une part plus importante de l'aide européenne devrait transiter par des ONG ou des collectivités territoriales et proposons, à l'instar du niveau français où nous demandons qu'elle soit portée à 5%, de l'augmenter significativement.

Enfin, on ne peut que s'inquiéter de la dérive anti-migrants de nombreux partis conservateurs, qui risque à terme, comme c'est le cas en France, de conduire à une conditionnalité migratoire de l'aide. Le parti socialiste s'oppose fermement à ce chantage à l'aide.

Néanmoins, le parti socialiste note les progrès effectués dans l'application de certaines dispositions des accords dits de Cotonou, en particulier l'appel au dialogue politique au sein des ACP dans les situations de crise politique, qui aura permis de faire évoluer positivement plusieurs conflits, ou encore l'envoi de forces européennes en Ituri ou à Kinshasa par exemple, qui auront sans doute contribué à éviter une crise plus grave encore en RDC.

II- Les engagements et propositions de votre parti en matière de solidarité internationale, notamment dans le contexte actuel de crise :

2.1. Comment votre parti compte-t-il pousser l'Union européenne à tenir ses engagements en termes de volume et de qualité de l'aide au développement, ainsi que d'allocation aux services sociaux de base ?

La nouvelle législature du Parlement européen, de 2009 à 2014, coïncide pratiquement avec la période restante pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU, à l'horizon 2015. Jusqu'à présent les progrès constatés l'ont été surtout dans les régions à forte croissance d'Asie et notamment en Chine, alors que l'Afrique continue à souffrir des effets dévastateurs de la pauvreté extrême. La hausse des prix de l'alimentation et du combustible compromet également, dans bien des régions, les avancées obtenues. Nous emploierons donc cette législature pour stimuler l'effort afin d'atteindre les objectifs pour 2015. Nous proposons de mettre les objectifs internationaux de développement au centre des politiques européennes, qu'il s'agisse de l'aide au développement, du commerce ou de la réforme des institutions mondiales. Il faut dégager, en plus des programmes d'aide existants de l'Union, de nouvelles sources innovantes de financement en attribuant au moins 0,7% de notre revenu national brut à la politique de développement, et conduire ces programmes de façon plus coordonnée, efficace et ciblée.

Toutefois, ces avancées ne pourront être obtenues que par une augmentation du budget européen, aujourd'hui limité à 1% du PIB par la majorité conservatrice qui gouverne l'Europe. Le parti socialiste français propose de porter le budget européen à 2% du PIB. Si l'essentiel de cette augmentation ira au financement du plan de relance européen et à la préparation de l'avenir, une part serait consacrée au financement additionnel de l'APD européenne. Evidemment, cela suppose que le PSE obtienne une majorité au parlement européen, mais aussi que l'équilibre politique au Conseil européen évolue pour autoriser cette évolution.

2.2. Quelles sont les propositions d'action de votre parti pour inciter l'Union européenne à réaliser l'engagement européen de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes à tous les niveaux, de l'élaboration à la mise en œuvre des politiques ?

Les partis membres du PSE ont, historiquement, été à l'avant-garde dans la lutte pour l'émancipation des femmes. Si des progrès significatifs ont été accomplis ces dernières années vers une véritable égalité entre les hommes et les femmes, en grande partie grâce aux efforts des socialistes, des sociaux-démocrates et des démocrates progressistes en partenariat avec les organisations de femmes progressistes, des inégalités inacceptables persistent. Les femmes gagnent encore, en moyenne, 15% de moins que les hommes pour un même travail ; elles sont plus exposées au chômage, sont découragées d'entrer dans le marché du travail par le manque d'emplois adaptés à leur situation et se retrouvent souvent dans des postes sous-rémunérés, sous-qualifiés ou à temps partiel.

Dans certains pays d'Europe, les hommes n'ont presque aucun droit au congé parental à la naissance de leurs enfants. En France, l'UMP propose ainsi la réduction des droits au congé parental. Les femmes doivent souvent choisir entre avoir des enfants ou poursuivre la carrière qu'elles ont choisie. Les familles de travailleurs ont de grandes difficultés à concilier responsabilités professionnelles et personnelles. Nous pouvons changer la donne : les pays européens qui sont allés le plus loin dans la reconnaissance de droits effectifs pour les femmes sont ceux qui aujourd'hui comptent le plus de femmes en activité et constatent aussi les meilleurs taux de natalité.

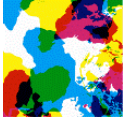


Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

14 Passage Dubail

75010 Paris

Tel. + 33(0)1 44 72 93 72/ sud@coordinationsud.org/ www.coordinationsud.org



**Votons pour une Europe
responsable & solidaire
dans le monde !**

Nous proposons de créer une Charte Européenne des Droits de la Femme pour améliorer les droits effectifs des femmes dans toute l'Union européenne et pour établir des mécanismes assurant l'égalité hommes-femmes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.

Nous proposons d'établir des droits améliorés au congé parental pour les hommes et les femmes en Europe en s'alignant sur les droits actuels les plus favorables.

Nous faisons campagne pour une représentation politique paritaire entre hommes et femmes dans toutes les instances européennes de décision, notamment pour une représentation paritaire entre hommes et femmes au sein de la Commission européenne et du Parlement européen, et nous appellerons à la création d'un poste de commissaire européen à l'égalité hommes-femmes.

Nous entendons aider les parents à concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles. Pour cela, nous proposons que tous les Etats membres s'obligent à atteindre l'objectif européen déjà fixé de 33 % d'enfants de moins de 3 ans accueillis dans les services de petite enfance et de 90% de scolarisation en classes maternelles ; et qu'ils se donnent en outre des objectifs de qualité d'accueil.

Nous serons au premier rang de la lutte pour l'élimination des écarts salariaux entre hommes et femmes, condition essentielle pour améliorer les conditions de vie, réduire la pauvreté et accélérer la croissance.

Nous garantirons et défendrons les droits des femmes en matière de vie sexuelle et de santé reproductive dans toute l'Union européenne.

Nous proposons de développer les moyens européens de lutte contre le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des personnes en intensifiant la coopération judiciaire et policière.

Nous proposons d'encourager et de soutenir l'Union et les Etats membres dans la lutte pour l'élimination de la violence domestique et des violences dirigées contre les femmes, notamment celles frappant les femmes issues de minorités ethniques, à travers tous les programmes et fonds européens pouvant y contribuer.

2.3. De quelle manière votre parti prévoit-il d'encourager l'UE à agir activement en faveur de la justice climatique et du financement de l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement ?

L'Union européenne doit prendre la tête des négociations internationales afin d'aboutir lors du sommet des Nations Unies fin 2009 à un accord sur un objectif mondial de réduction, de 30% à l'horizon 2020, des émissions de gaz à effet de serre. Notre volonté commune est de faire participer à cet objectif toutes les économies développées et émergentes : cela inclut donc les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. Nous voulons introduire une approche mondiale et solidaire, dans laquelle les pays les plus développés feront l'effort le plus important.

Nous proposons d'augmenter le soutien de l'Europe aux pays en développement pour qu'ils puissent lutter contre le changement climatique et s'y adapter. L'Union doit accepter des transferts massifs de technologie permettant à ces pays de lutter contre la pauvreté et de développer leurs économies sans pour autant aggraver le réchauffement de la planète. En outre nous devons veiller à ce que les exigences que se fixe l'Europe ne provoquent pas une hausse des émissions des gaz à effet de serre dans d'autres pays, et donc dissuader les transferts d'industries intensives en énergie vers des régions du monde appliquant des normes moins strictes.

Nous proposons d'introduire une directive européenne sur le climat qui définisse les objectifs et les plans d'action pour tous les secteurs encore non couverts par les textes existants (l'énergie, l'agriculture, l'alimentation, la construction et le transport) et qui mette en cohérence toutes ces actions pour que l'Union atteigne ses objectifs globaux en matière d'émissions. Toutes les autres législations ayant une incidence sur le climat doivent être adaptées pour réaliser l'objectif de 30% de réduction des émissions.

Nous proposons d'élaborer une politique énergétique européenne commune fondée sur le développement durable, sur la sécurité et l'indépendance énergétique, sur la diversification des sources d'énergie et sur la solidarité entre Etats européens en cas de crise de l'énergie. L'Europe doit, par exemple, augmenter son potentiel d'énergies renouvelables en impulsant la réalisation d'un réseau de transport à haute tension pour distribuer l'électricité produite par des éoliennes en mer depuis le Nord et l'Ouest de l'Europe et l'électricité solaire venant du Sud de l'Europe et d'Afrique du Nord.

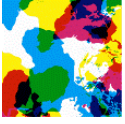
2.4. Comment votre parti envisage-t-il de convaincre l'Union européenne de conduire une politique agricole et alimentaire européenne durable et solidaire, fondée sur le principe de souveraineté alimentaire et de



Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

14 Passage Dubail
75010 Paris

Tel. + 33(0)1 44 72 93 72/ sud@coordinationsud.org/ www.coordinationsud.org



Votons pour une Europe
responsable & solidaire
dans le monde !

préservation des ressources naturelles ? Quelle stratégie votre parti adoptera afin de pousser l'UE à tenir son engagement de mettre fin aux subventions à l'exportation d'ici 2013 ?

Nous soutiendrons une politique agricole moderne qui aide au développement cohérent du monde rural et qui valorise le rôle fondamental des agriculteurs, tout en consacrant le rôle de l'agriculture dans la protection de l'environnement, dans la garantie de la qualité alimentaire et de la sécurité d'approvisionnement, dans la préservation du paysage ainsi que dans le bien-être animal et végétal. Les biocarburants peuvent contribuer à réduire les émissions des transports mais ne doivent pas compromettre la production alimentaire européenne et mondiale, l'intégrité de l'environnement, ni la biodiversité. La directive européenne sur les biocarburants doit être révisée pour faire prévaloir ce principe.

Le parti socialiste français, contrairement à l'UMP, est opposé au système des restitutions à l'exportation. Autant il peut être légitime d'aider des filières agricoles en difficultés par des aides découplées, autant il est absurde de subventionner des exportations qui se dirigent vers des pays en développement. Cette question relève d'abord du rapport de force politique : la mise en œuvre de cette proposition nécessitera donc une victoire nette du PS aux prochaines élections.

L'Europe doit soutenir le système commercial multilatéral et l'orienter en faveur des pays en développement dans le cycle de Doha pour le développement. Elle doit agir pour une répartition nationale plus juste des gains de l'ouverture commerciale et pour l'introduction de normes sociales et environnementales plus fortes. Nous nous assurons que tous les accords commerciaux conclus par l'Union européenne comportent des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux dont l'application puisse être vérifiée et que tous les accords commerciaux avec les pays en développement, comme les accords de partenariat économique en cours de négociation, soient de vrais instruments du développement social et économique des pays et régions partenaires. Il est clair que seule une réforme importante du système commercial permettra de renforcer les agricultures du Sud et leur évolution vers davantage de sécurité et de souveraineté alimentaire

2.5. De quelle façon votre parti agira-t-il pour exhorter l'Union européenne à mettre en œuvre le consensus européen sur l'aide humanitaire ?

Le consensus européen sur l'aide humanitaire étant désormais adopté, c'est d'abord vers la réalité des moyens financiers qui lui sont attribués que notre attention doit être portée. Cela renvoie principalement, mais pas exclusivement, au débat sur le budget européen évoqué plus haut.

Plus structurellement, nous proposons que l'Union européenne travaille davantage dans le domaine de la prévention, de la résolution des conflits et de la stabilisation en améliorant les capacités conjointes des Etats et en assumant la responsabilité partagée de missions de maintien de la paix dans les zones en crise, dans un cadre défini par les Nations Unies.

Nous tirons un bilan d'ensemble positif des interventions européennes dans des situations de crise humanitaire et estimons qu'il est légitime d'accroître nos efforts dans cette direction.

2.6. Que proposez-vous de faire pour que les citoyens et les organisations de la société civile, du Nord comme du Sud, participent réellement à la définition et mise en œuvre des politiques européennes?

Un premier axe de réflexion, déjà ancien pour le PS, consiste à orienter l'action publique des Etats ou de la Commission vers l'aide à la structuration des organisations de la société civile en leur permettant de mobiliser davantage de financements. C'est le sens de notre proposition de voir 5% de l'aide française transiter par les ONG et de produire le même effort d'accroissement au niveau européen. Il est en effet nécessaire, pour que la participation à la définition des politiques d'APD des OSI soit réelle et non fictive, qu'elles puissent disposer des moyens pour le faire dans des conditions correctes.

Nous souhaitons aussi que des consultations publiques des OSI, notamment du Sud, soient réalisées dans le cadre de la négociation des APE, afin que leur voix puisse être entendue et relayée. Plus généralement, une consultation annuelle pourrait être organisée de manière officielle entre Concord, la Commission européenne et la commission du développement du Parlement européen pour institutionnaliser le dialogue entre institutions européennes et Concord.

A renvoyer avant le 17 avril 2009 à Coordination SUD, à l'attention de Gipsy BELEY, 14 passage Dubail, 75010 Paris ou par mail : beley@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 84 55



Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

14 Passage Dubail

75010 Paris

Tel. + 33(0)1 44 72 93 72/ sud@coordinationsud.org/ www.coordinationsud.org